

Brochure n° 3304

Convention collective nationale
IDCC : 2190. – MISSIONS LOCALES ET PAIO

ACCORD DU 16 JANVIER 2015
RELATIF AU FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
NOR : ASET1550259M
IDCC : 2190

Vu la loi sur la formation professionnelle n° 2014-288 du 5 mars 2014 ;
Vu l'accord sur la formation professionnelle tout au long de la vie dans l'économie sociale du 22 septembre 2006, étendu par arrêté du 26 avril 2010 ;
Vu l'avenant n° 53 conclu par les partenaires sociaux le 23 mai 2014,
il a été convenu ce qui suit :

1. TAUX DE CONTRIBUTION AU TITRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le taux de participation au financement de la formation professionnelle a été fixé à 2,27 % de la masse salariale brute.

2. CONTRIBUTION LÉGALE

Conformément aux dispositions de la loi du 5 mars 2014, les entreprises relevant du champ du présent accord versent à Uniformalion une contribution calculée sur la masse salariale au titre de la formation continue de leurs salariés. Cette contribution est gérée par Uniformalion selon les modalités prévues par la loi.

Article 1.1

Structures de la branche de moins de 10 salariés

Le présent accord prévoit pour les structures de la branche de moins de 10 salariés une contribution légale de 0,55 % du montant des rémunérations versées pendant l'année en cours à verser à Uniformalion. La répartition de la contribution de 0,55 %, définie par décret en Conseil d'Etat n° 2014-1240 du 24 octobre 2014, sera opérée par Uniformalion comme suit :

- plan de formation, à hauteur de 0,40 % ;
- financement des actions de professionnalisation, à hauteur de 0,15 %.

Article 1.2

Structures de la branche de 10 à moins de 50 salariés

Le présent accord prévoit pour les structures de la branche de 10 à moins de 50 salariés une contribution légale de 1 % du montant des rémunérations versées pendant l'année en cours à verser à Uniformalion, sauf accord dérogatoire d'entreprise concernant le versement de la contribution

légale au titre du CPF. La répartition de la contribution de 1 %, définie par décret en Conseil d'Etat n° 2014-1240 du 24 octobre 2014, sera opérée par Uniformation comme suit :

- FPSPP, à hauteur de 0,15 % ;
- prise en charge du congé individuel de formation, à hauteur de 0,15 % ;
- financement des actions de professionnalisation, à hauteur de 0,30 % ;
- plan de formation, à hauteur de 0,20 % ;
- compte personnel de formation, à hauteur de 0,20 %.

Article 1.3

Structures de la branche de 50 à 300 salariés

Le présent accord prévoit pour les structures de la branche de 50 à moins de 300 salariés une contribution légale de 1 % du montant des rémunérations versées pendant l'année en cours à verser à Uniformation, sauf accord dérogatoire d'entreprise concernant le versement de la contribution légale au titre du CPF. La répartition de la contribution de 1 %, définie par la loi du 5 mars 2014, précisée par décret en Conseil d'Etat n° 2014-1240 du 24 octobre 2014, sera opérée/affectée par Uniformation comme suit :

- FPSPP, à hauteur de 0,20 % ;
- prise en charge du congé individuel de formation, à hauteur de 0,20 % ;
- financement des actions de professionnalisation, à hauteur de 0,30 % ;
- plan de formation, à hauteur de 0,10 % ;
- compte personnel de formation, à hauteur de 0,20 %.

Article 1.4

Structures de la branche de 300 salariés et plus

Le présent accord prévoit pour les structures de la branche de 300 salariés et plus une contribution légale de 1 % du montant des rémunérations versées pendant l'année en cours à verser à Uniformation, sauf accord dérogatoire d'entreprise concernant le versement de la contribution légale au titre du CPF. La répartition de la contribution de 1 %, précisée par décret en Conseil d'Etat n° 2014-1240 du 24 octobre 2014, sera opérée/affectée par Uniformation comme suit :

- FPSPP, à hauteur de 0,20 % ;
- prise en charge du congé individuel de formation, à hauteur de 0,20 % ;
- financement des actions de professionnalisation, à hauteur de 0,40 % ;
- compte personnel de formation, à hauteur de 0,20 %.

3. CONTRIBUTIONS CONVENTIONNELLES

Les contributions conventionnelles se traduiront, en complément des contributions légales :

- pour les entreprises de moins de 10 salariés, par un niveau conventionnel de 1,72 % de la masse salariale brute ;
- pour les entreprises de 10 salariés et plus, par un niveau conventionnel de 1,27 % de la masse salariale brute.

Ces contributions conventionnelles seront à verser à l'OPCA.

4. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES SUPPLÉMENTAIRES

Les structures qui souhaitent disposer de « moyens » supplémentaires peuvent verser volontairement une contribution conventionnelle supplémentaire à l'OPCA.

Les contributions conventionnelles supplémentaires au titre du développement de la formation sont mutualisées dans une section dédiée à cet effet au sein d'Uniformation, qui fait l'objet d'une

comptabilité distincte, et sont articulées avec les éventuelles contributions volontaires supplémentaires.

Les signataires du présent accord donnent mandat à Uniformation pour affecter les contributions conventionnelles supplémentaires, garantie sociale au service du développement de la formation professionnelle, et les éventuelles contributions volontaires supplémentaires à, notamment :

- l’expression des besoins individuels définis au sein des entreprises, dans le cadre du développement des compétences et du maintien dans l’emploi, en articulation avec leurs enjeux stratégiques ;
- la sécurisation des parcours professionnels, dans le cadre d’une construction partagée entre employeurs et salariés pour le développement de la formation professionnelle ;
- le développement de la qualification professionnelle des salariés, à travers notamment la promotion du compte personnel de formation.

5. ORIENTATIONS PRIORITAIRES ET PROJETS QUALIFIÉS DE LA BRANCHE

Chaque année, la CPNEF de la branche adressera à Uniformation les orientations prioritaires et les projets qualifiés à prendre en compte pour l’affectation des contributions conventionnelles et des éventuelles contributions volontaires supplémentaires, qu’il s’agisse de projets collectifs ou de réponses à l’expression des besoins individuels des entreprises.

6. EXTENSION DE L’AVENANT

Les parties signataires de cet avenant s’engagent à en demander l’extension.

7. DATE D’EFFET DE L’AVENANT

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2015.

Fait à Paris, le 16 janvier 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UNML.

Syndicats de salariés :

FFASS CFE-CGC ;

FNPOS CGT ;

SYNAMI CFDT ;

FNAS CGT-FO.